

CIBLE

Galileo

L'Europe en panne ?
Bien sûr que non.
La preuve par
Galileo.

Le projet de navigation par satellite, qui donnera à l'Europe son indépendance technique face au système américain de guidage (GPS), est entré dans sa phase de réalisation.

Projet deux fois exemplaire : il est le résultat de la coopération entre plusieurs pays de l'Union européenne ; la Russie y est étroitement associée puisque c'est une fusée russe, lancée depuis Baïkonour, qui a mis sur orbite le premier élément du système Galileo.

Il se vérifie que les projets européens peuvent être conçus et mis en œuvre sans qu'il soit besoin d'un « traité constitutionnel ». Si les États de l'Union décidaient de mettre en place une institution commune légère et adoptaient un plan de financement massif de grands travaux, l'exemple de Galileo pourrait être multiplié par cent, et provoquer d'incalculables effets positifs pour la recherche, l'industrie, l'emploi...

Si cette institution commune prenait la forme d'une confédération européenne, la Russie pourrait y prendre sa place et participer au développement rapide de l'économie continentale.

Osons !

MÉMOIRE

Liberté pour l'Histoire

Figure

**Jean
Jaurès**

p. 6-7

Diplomatie

**L'enjeu
libanais**

p. 5

« C'est la fête, non c'est la défaite... »

Célébrer des défaites semble devenir une spécialité de la majorité actuelle.
Il n'y a pas de quoi pavoiser...

Le ministère des Affaires étrangères vient d'annoncer la fermeture des cours de français à l'Institut français de Vienne en Autriche. 1 500 à 2 000 élèves par an suivent ces cours qui sont assurés par dix-sept professeurs. Les professeurs et l'équipe administrative de deux personnes seront licenciés en mars 2006 et les élèves à la rue !

La décision de fermeture n'est pas un événement lié à des circonstances particulières mais est apparemment le reflet d'une nouvelle politique qui ne considère plus la langue française comme un vecteur indispensable de la présence française à l'étranger. Cette politique de désengagement culturel et financier a déjà été appliquée à Madrid, Lisbonne, Porto, Sofia et même Saigon ! Le ministère des Affaires étrangères se décharge de ses responsabilités sur des organismes privés souvent aux fai-

bles moyens financiers (Alliances françaises) et soumis aux aléas de la situation économique des pays d'accueil. En ce qui concerne l'Institut de Vienne, il n'y a pas de structure de rechange (absence d'une *Alliance française*). En outre, l'Autriche étant un pays observateur (étape avant de devenir membre associé) de l'*Organisation de la Francophonie*, ce renoncement francophone constitue un signal médiocre pour l'essor de la *francophonie* autrichienne !

La Francophonie semble vouée aux grandes et belles déclarations présidentielles (cf. la déclaration d'octobre 2004 à Hanoi) et aux projets sans lendemain et sans financement !

Après la célébration escamotée de la victoire d'Austerlitz, et la participation aux cérémonies de la bataille de Trafalgar, il semble que notre gouvernement se fasse une spécialité de l'abandon de ses

positions tant dans le domaine symbolique que dans le concret des décisions gouvernementales. On comprend pourquoi, maintenant que ce que préfère notre Premier ministre dans l'épopée du Premier Empire soit les *Cent-Jours* puisque cela se termine par une défaite ! En ce qui concerne l'UMP le parti qui soutient son gouvernement et présidé par son concurrent le plus *proche*, les références sont du même tonneau puisque le président de l'UMP a mis sur pied un *cercle Azincourt* (1) en référence explicite à la défaite de 1415 pour montrer l'urgence de la politique de rupture... c'est d'évidence la rupture de toute volonté et le laisser-faire comme pour l'abandon des cours de langue française de l'Institut français de Vienne.

C'est un peu comme si en 1940 on avait pris comme référence pour redonner de l'ardeur et du courage aux Français la défaite de Water-

loo ou celle de Sedan. Nos élites marchent sur la tête. Connaître ses faiblesses est une force, mais se référer uniquement à ses défaillances, ses moments d'abandon ou ses naufrages temporaires, c'est refuser l'avenir et renoncer à puiser dans les épreuves surmontées du passé la force dans les combats futurs que l'on espère victorieux. Quand on se bat pour le Peuple français - c'est, semble-t-il, la mission des hommes politiques français - on se doit de renforcer la vigueur morale des Français pas leur sentiment d'impuissance.

Denain plutôt que Poitiers, Fontenoy plutôt qu'Azincourt, Iéna plutôt que Sedan, la Résistance plutôt que les délations à la Kommandantur. Mais de repentance en repentance, de mea culpa en mea maxima culpa, de regrets en remords, nos *élites* n'ont plus la capacité à penser une France libre et sûre d'elle-même.

**Marc FAVRE
d'ÉCHALLENS**

(1) Ceci est très crûment expliqué sur les sites :
<http://www.sarkozynicolas.com> et
<http://www.azincourt.org>.

Marc Favre d'Échallens est administrateur de l'association *Le Droit de comprendre*, de l'association *Défense de la langue française*, et membre de l'*Académie de la carpette anglaise* qui décerne chaque année un prix d'indignité civique à un lauréat « qui s'est particulièrement distingué par son acharnement à promouvoir la domination de l'anglo-américain en France et dans les institutions européennes au détriment de la langue française ».

royaliste 
LE MOUVEMENT ROYALISTE

SOMMAIRE : p.2 : C'est la fête, non c'est la défaite - p.3 : Feu l'unité syndicale - Chômage - p.4 : Drames - Beaucoup de bruit pour rien - p.5 : Liban victime - p.6/7 : Un Jaurès inattendu - p.8 : Malentendus transatlantiques - p.9 : La sagesse des historiens - p.10 : Scandaleuses princesses - Pensée grecque, culture arabe - p.11 : Action royaliste - p.12 : Éditorial : La France n'est pas malade.

RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Téléphone : 01.42.97.42.57
Télécopie : 01.42.96.99.20
Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. paritaire 0509 G 84801
ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (20 €) ☐ six mois (30 €) ☐ un an (47 €) ☐ soutien (100 €)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS - CCP 18 104 06 N Paris

Feu l'unité syndicale

Chômage

Un an. La belle unité syndicale aura duré un an, le temps de trois manifestations, en février, mars et octobre 2005. Et aura volé en éclats à la faveur des négociations pour le renouvellement de la convention Unedic (assurance chômage) qui devait, notamment, chercher à endiguer le déficit du régime estimé à quatorze milliards d'euros.

Les intérêts d'appareil l'auront une fois de plus emporté sur la défense des travailleurs. Certes, il y a longtemps que la CFDT cherchait à sortir de l'intersyndicale et ne savait comment s'y prendre. Certes, la CGT et la CFDT ne se parlaient plus que par l'intercession de la CFTC ; la CGT-FO boudait à la fois la centrale de Bernard Thibault et celle de François Chérèque et n'avait, elle aussi, comme seule interlocutrice que la centrale chrétienne. Certes, une composante de la CGT, sans être ouvertement hostile au mouvement social, cherchait, en coulisse, à le torpiller en prévision de son congrès, à l'image de ce qui s'est passé lors de la grève illimitée et reconductible du 20 novembre dernier. Certes, la CFE-CGC, déchirée par la crise de succession ouverte par le décès, au début de l'automne, de son président, Jean-Luc Cazettes, cherchait tant bien que mal à suivre le mouvement pour faire taire ses divisions. Mais l'intersyndicale fonctionnait et fonctionnait plutôt bien : en atteste la réussite des manifestations qui ont émaillé l'année 2005... sans toutefois n'avoir rien obtenu de concret de la part des gouvernements Raffarin et Villepin.

L'unité syndicale a encore tenu bon lors des premières séances de négociations de la nouvelle convention Unedic, lorsqu'il s'agissait de réclamer

une sur-cotisation aux entreprises qui abusent des contrats précaires (CDD et intérim, mais aussi le tout nouveau Contrat nouvelles embauches) : « *il n'est pas question de faire peser sur les salariés et les chômeurs le recours à la précarité* », déclaraient en chœur Maurad Rabhi, Michel Coquillion et Jean-Claude Quentin, respectivement négociateurs CGT, CFTC et Force ouvrière.

Face à l'intransigeance du Medef, c'est la CFDT qui a capitulé la première : il est vrai que François Chérèque, qui brigue la présidence tournante de l'Unedic, devait se montrer responsable aux yeux de ses partenaires patronaux. Puis, alors que les négociations avançaient, la tension est montée (la CFE-CGC a été la première à claquer la porte, puis est revenue autour de la table), jusqu'à provoquer l'explosion : la CFDT accusant la CGT de jouer un double jeu, la CGT répliquant que la CFDT mentait et la CGT-FO critiquant des négociations illégales et déloyales. Il faut dire que le négociateur patronal, Denis Gautier-Sauvagnac, a eu l'habileté de lâcher du lest au bon moment, en déclarant, à la veille de la dernière séance de négociation, qu'il était prêt à accepter une augmentation minime des cotisations patronales, évitant, ainsi, à la CFDT, à la CFE-CGC et à la CFTC (les trois organisations généralement les plus promp-

tes à dégainer leur stylo) de manger leur chapeau. La CGT-FO, qui a obtenu gain de cause sur quasiment toutes ses revendications, aurait pu, également, apposer son paraphe au bas de la nouvelle convention.

Cette négociation laissera, également des traces, au sein du Medef, la rivalité entre Denis Gautier-Sauvagnac et Florence Parisot ayant éclaté au grand jour. La nouvelle présidente du Medef a tout fait pour empêcher un relèvement des cotisations, même jusqu'à essayer de corrompre une organisation syndicale. En vain. Il est, en effet, incohérent de prétendre que le coût du travail est trop élevé et d'accepter d'en augmenter une de ses composantes. Mais la présidente du Medef a joué à qui perd gagne au cours de ses négociations. Elle a obtenu que les partenaires sociaux se revoient courant 2006, pour remettre à plat l'ensemble du système d'assurance chômage, selon elle inadapte aux défis de l'économie moderne, et le réformer dans le sens d'un accompagnement du système néo-libéral. Car, outre l'augmentation des cotisations, qui permettrait de réaliser 2,4 milliards d'économie en trois ans, la nouvelle convention Unedic contient en germe, dans sa première partie, nombre de dispositifs qui ont pour seul objectif d'entériner la mise à mort du système d'assurance chômage et de protection sociale construit au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Ce faisant, Florence Parisot pourrait bien obtenir, par la douceur, ce que son prédécesseur n'a pas réussi à imposer par la force.

Nicolas PALUMBO

Le chômage baisse depuis huit mois ! Au gouvernement on se congratule et les télévisions montrent complaisamment les courbes flatteuses.

Les observateurs indépendants et les syndicats se montrent beaucoup plus circonspects pour une raison simple : la baisse statistique du nombre des chômeurs ne s'accompagne pas d'une augmentation de la création d'emplois. Il y a donc une zone d'ombre dans laquelle disparaissent les anciens chômeurs. Que font-ils, où sont-ils ? Le mystère n'est pas difficile à percer.

Il y a d'abord des anciens chômeurs qui restent chômeurs mais qui ne sont plus comptabilisés. Entre mars et novembre 2005, 284 500 personnes ont été radiées parce qu'elles ne s'étaient pas présentées aux contrôles de l'ANPE. Il y a aussi ceux qui sont massivement envoyés en stage de formation ou qui obtiennent des contrats aidés dans le secteur non marchand.

La baisse du chômage n'est donc pas l'effet d'un dynamisme économique retrouvé mais, selon l'INSEE, la conséquence d'une « *modification de la gestion administrative des demandeurs d'emploi* » et du « *comportement d'inscription des chômeurs* ». En clair, l'Agence pour l'emploi nettoie ses fichiers et de nombreux chômeurs cherchent du travail sans s'inscrire à l'ANPE.

Comme le taux de chômage d'équilibre (qui permet de maintenir la pression maximale sur les salariés) est de 9 %, le gouvernement a encore de la marge puisque le taux français est de 9,6 %. Dominique de Villepin reste dans l'orthodoxie ultra-libérale.

Jacques BLANGY

Drames

Noël aux tisons ? Dramatisons ! Drôle de contraste entre le calme de notre pays pendant les vacances d'hiver et l'agitation médiatico-gouvernementale. En haut lieu, on ne se contente pas de prendre les précautions nécessaires face aux intempéries et aux menus désordres des nuits de réveillons :

En toile de fond, il y a Vigipirate et nous avons été prévenus avant Noël que le risque d'attentats était très élevé. D'où maints reportages sur la surveillance renforcée des grands magasins parisiens avec – à défaut de terroristes barbus – des images de tire-laine se faisant embarquer.

L'avait-on échappé belle ? Non ! Car la neige pointait à l'horizon. On déclencha donc l'Alerte orange et le Plan Grand Froid, qui firent l'objet de maints sermons : les fabricants de misère sociale et leurs complices rappelaient à la population l'obligation de solidarité – dont ils se sont eux-mêmes depuis longtemps dispensés.

Avec le redoux, les autorités rappelèrent que l'état d'urgence avait été maintenu et que 25 000 policiers veilleraient à la « sécurisation » de la Saint-Sylvestre – alors que l'on observait pas la moindre hausse de tension. Certes, la population se montra solidaire des sans-abri, tout en remarquant que l'Alerte et le Plan n'avaient empêché ni les désordres routiers et ferroviaires, ni les souffrances et la mort de concitoyens dans les rues.

Le Plan communication était parfait – mais resta sans effet sur l'opinion publique. Seul le gouvernement et les médias se prennent au jeu des dupes devant leur miroir.

Annette DELRANCK

Beaucoup de bruit pour rien

Les dirigeants européens ont réussi à s'entendre sur un projet de budget 2007-2013 de l'Union. Cet accord sans grande ambition est insuffisant mais évite la crise.

Aux petites heures du matin, le 17 décembre 2005, les vingt-cinq chefs d'État et de gouvernement du Conseil européen sont parvenus à un accord sur le budget permettant de faire fonctionner l'Union européenne pour la période 2007-2013. La présidence britannique de l'Union est ainsi parvenue à un accord, là où la luxembourgeoise avait échoué en juin 2005.

Le budget pour la période en question passera de 1,03 à 1,045 % de la richesse globale et s'élèvera donc à 862,4 milliards d'euros. Nous sommes toutefois encore loin des 1,24 % du Revenu National Brut, qui était le plafond fixé lors du sommet de Berlin en mars 1999.

La négociation de l'accord est principalement due aux Britanniques qui ont cédé 20 % du rabais négocié en 1984, alors que les autres États membres n'ont pas infléchi leurs positions. Malgré les demandes de modernisation, ce budget continue d'être affecté principalement aux politiques du passé comme la Politique Agricole Commune (293 milliards), les aides aux régions pauvres et aux zones en déclin industriel (308 milliards), dont la moitié pour les nouveaux pays membres (dont 50 % pour la seule Pologne). Les dépenses censées doper la compétitivité de l'Union, via le financement de la recherche ou de réseaux transeuropéens recevront 72 milliards. La politique

étrangère recevra 50 milliards et les actions en faveur de la liberté, la sécurité et la justice 10 milliards. Le reste du budget est affecté aux dépenses de fonctionnement et aux aides à la préadhésion.

Les discussions concernant l'abaissement du taux de TVA dans les secteurs du bâtiment et de la restauration seront abordées lors de la prochaine réunion des ministres européens de l'Économie et des Finances (Conseil Écofin) le 24 janvier 2006.

Comme on le voit, le budget fait la part belle aux politiques aujourd'hui les plus abouties de la Communauté européenne, à savoir la politique agricole commune et les fonds de développement régionaux. Ces deux volets occupent 80 % du budget européen, et continueront à être des grands consommateurs du budget au rythme où de nouveaux arrivants sont programmés dans les années à venir (Roumanie et Bulgarie en 2007, la Macédoine a obtenu le statut de candidat officiel, en attendant la Turquie). On voit donc bien qu'actuellement, le budget européen doit surtout permettre d'aider les dix nouveaux pays entrés dans l'Union en 2004 à rattraper leur retard sur les anciens. Mais on peut se demander pourquoi, depuis quelques années, un accroissement du budget n'a pas été voté pour développer la consommation, l'éducation et la recherche au sein des États membres originels. Ces paramètres sont non seulement

les garants de la croissance, du niveau d'emploi et du développement de l'ensemble des pays de l'Union, mais ont également pour rôle de maintenir cette Union à un rang mondial respectable face aux États-Unis, au Japon et à la Chine.

Selon les termes de l'accord, Tony Blair a obtenu de ses collègues la révision de façon exhaustive et large de l'ensemble du budget pour une entrée en application à partir de 2014. C'est la contrepartie obtenue par le Premier ministre britannique qui, comme ses prédécesseurs, s'attache à vouloir baisser les dépenses liées à la politique agricole commune qui ne profite absolument pas aux Royaume-Uni. Dans la foulée, lors d'une conférence de presse, le président Jacques Chirac a déclaré qu'il ferait des « propositions ambitieuses » pour rendre les institutions de l'Europe plus démocratiques et plus efficaces. Il s'agira d'une des tâches de la prochaine présidence autrichienne de l'Union européenne, qui sera amenée à faire des propositions qui ne seront pas décidées avant 2008, soit un an après la prochaine élection présidentielle en France. Guy Verhofstadt, le Premier ministre belge, a déploré la mentalité de boutiquiers qui anime la majorité des participants à cette négociation, et qu'à l'avenir, les pays européens devraient plutôt conduire les négociations pour les prochaines perspectives financières à partir d'une page blanche, en discutant seulement des besoins de l'Europe, et non des avantages que les pays ont réussi à s'assurer dans le passé.

Marc LARBRET

Liban victime

Comme toujours, les comptes du Moyen Orient se règlent au Liban. Le conflit à venir entre Israël et l'Iran y connaît ses prémisses.

Le Liban est célèbre pour sa liberté de presse, de mœurs, sa démocratie et sa coexistence religieuse. Il n'en est que plus vulnérable au carrefour de l'Occident et de l'Orient, d'Israël et du monde arabo-musulman. La longue guerre de 1975 à 1990 en porte le témoignage. La *Révolution du Cèdre* dissimule la réouverture de la boîte de Pandore.

La vague d'attentats politiques qui secoue le pays depuis octobre 2004 dépasse le cadre purement libano-syrien où elle s'inscrit. Elle tend à échapper aux acteurs locaux pour être instrumentalisée par des puissances régionales, en l'occurrence Israël et l'Iran. Dans le bras de fer qui les oppose sur l'accès au nucléaire, chacun d'eux fait monter les enchères. Le président Ahmanijedat reprend les diatribes antisionistes coutumières des Nasser et Assad père. Tel-Aviv distille l'information secrète selon laquelle mars 2006 serait la date limite pour les essais iraniens d'enrichissement de l'uranium. Comme par hasard, c'est aussi la date fixée pour les élections israéliennes. Dans cette guerre - pour le moment, psychologique -, l'attitude de la Syrie apparaît cruciale. Israël était en effet satisfait de la prévisibilité du régime syrien sous Assad père : respect trentenaire du cessez-le-feu, non-dépassement des lignes rouges, contrôle des milices du Hezbollah. L'intérêt présent de Tel-Aviv est la préservation du statu quo sur ce premier front. Il lui est possible de faire des propositions de négociation,

par exemple sur le Golan. Les États-Unis suivent afin de sécuriser la frontière avec l'Irak. Damas s'y prête volontiers. On s'explique dans ces conditions que le Conseil de Sécurité ait, le 15 décembre, prolongé de six mois le mandat du juge chargé d'enquêter sur l'assassinat de l'ancien Premier ministre Rafiq Hariri, sans en tirer de conclusion à ce stade. C'est évidemment une bonne façon de retenir Damas d'entrer dans une trop étroite alliance avec Téhéran.

Cela ne fait pas l'affaire des Libanais : ni du *Courant du Futur*, la coalition antisyrienne qui a emporté les élections de mai dernier, ni du Hezbollah qui, au contraire, prône l'alliance avec Téhéran. En effet, en ce cas, le mouvement chiite continuerait d'être le bras armé contre Israël et éviterait ainsi le désarmement de ses milices. Seul le *Courant Patriotique Libre* du général Aoun, dans l'opposition, représente une troisième voie qui tente une sorte de rapprochement avec le Hezbollah sur une ligne purement nationaliste. Autant résoudre la quadrature du cercle : toutes les combinaisons et recompositions du paysage politique libanais redeviennent possibles, avec les risques inhérents. Les gesticulations d'Ahmanijedat ne sont pas gratuites. Elles visent directement l'opinion, tant à l'intérieur de l'Iran qu'en Syrie et au Liban, pour empêcher l'isolement du régime de Téhéran, asseoir son hégémonie au Moyen-Orient et peser sur toute évolution.

Dans cet Orient compliqué, quel est le jeu de la France ?

D'abord, il s'agit bien de la France. L'Europe n'existe pas en tant que telle au Liban. On n'y reconnaît de tout temps que deux forces et deux diplomaties : l'américaine et la française. La première se fait discrète par nécessité. Les États-Unis demeurent circonspects, empêtrés qu'ils sont en Irak. Sans pouvoir l'avouer, ils préfèrent sans doute quelques règlements de comptes au Liban à la déstabilisation de toute la région, de l'Égypte à la Syrie et à l'Iran. Tous les regards, au Liban et au-delà, à travers le monde arabo-musulman, sont donc tournés vers Paris.

La France a soutenu l'indépendance libanaise contre la Syrie. Répondant aux appels de la majorité, elle a proposé que l'on étende les enquêtes internationales à tous les attentats commis depuis octobre 2004, ce qui a ouvert une crise gouvernementale à Beyrouth. Paris a dû reculer. Une initiative visant à envoyer des unités de protection des personnalités a également fait long feu.

Par ailleurs, la France, avec l'Angleterre, l'Allemagne et la Russie, s'efforce de régler à l'amiable le conflit du nucléaire iranien, ce qui est la meilleure voie pour empêcher toute instrumentalisation au Liban, s'il n'est pas trop tard. Il faut s'attendre tôt ou tard à ce que la France soit appelée à intervenir sous des formes à définir dès aujourd'hui avec l'ensemble des parties libanaises. Il y faudrait une volonté politique forte pour en assumer toutes les conséquences.

Yves LA MARCK

BRÈVES

♦ **BELGIQUE** – Dans son discours de Noël, le roi Albert II a souligné : « *A l'occasion de mes nombreux contacts avec la population, j'ai senti combien malgré les obstacles, le désir de « mieux vivre ensemble » est réel. C'est un peu comme si chaque région ou communauté ayant acquis une large autonomie, souhaitait se rapprocher des autres d'une façon nouvelle* ». « *En tous cas toute forme de séparatisme est rejetée par l'immense majorité de nos concitoyens* » a-t-il ajouté.

♦ **CAMBODGE** – Le roi Norodom Sihamoni a effectué début janvier un séjour d'une dizaine de jours à Pékin pour rendre visite à son père Norodom Sihanouk et à sa mère Norodom Monineath. L'ex-roi du Cambodge est actuellement en long séjour dans la capitale chinoise pour recevoir des soins médicaux. Le roi Norodom Sihamoni avait effectué sa première visite d'État à Pékin en octobre dernier à l'occasion du 83^e anniversaire de son père.

♦ **THAÏLANDE** – Le prince héritier Maha Vajiralongkorn a effectué une visite officielle au Pakistan pour y apporter, de la part du roi Bhumibol Adulyadej, d'importants secours en nature pour les victimes du tremblement de terre du Cachemire. Il était accompagné de son épouse la princesse Srirasmi. Ces secours sont venus s'ajouter à ceux que le royaume avait déjà fait parvenir dans les jours qui ont suivi la catastrophe.

♦ **AFRIQUE DU SUD** – Le roi des Xhosas, Xolilizwe Sigcau, est décédé le 31 décembre dans un hôpital de Pretoria. Agé de 79 ans, le roi avait de graves problèmes de santé. Les Xhosas ou Peuple Rouge (7 millions de personnes) vivent principalement dans l'extrême-ouest du Transkei. Le président actuel de la république d'Afrique du Sud, Thabo Mbeki, lui-même xhosa comme l'est aussi Nelson Mandela, a présenté des condoléances au nom du gouvernement et du peuple d'Afrique du Sud : « *Le roi Sigcau sera tristement regretté pour son charisme et les conseils qu'il a apportés à son peuple* » a-t-il déclaré.

♦ **LUXEMBOURG** – Le grand-duc Henri, dans son message de Noël, a déclaré : « *Nous traversons une époque de bouleversement où bon nombre de choses autrefois considérées comme justes sont aujourd'hui remises en question. Nous devons, à de nombreux égards, réviser nos conceptions. Comment comprendre et expliquer, sinon par cette incertitude, l'issue du référendum sur le projet d'une constitution européenne. Même si en majorité nous sommes restés fidèles à notre engagement européen, nous ne pouvons ignorer les 44 % de nos électeurs qui ont exprimé un vote différent.* »

Un Jaurès inattendu

Inspecteur général de l'Éducation nationale et rédacteur en chef de la revue *Vingtième Siècle*, Jean-Pierre Rioux a récemment publié une biographie de Jean Jaurès, loin des images pieuses et des discours convenus. On célèbre l' élu de Carmaux, le grand parlementaire, le tribun populaire, le journaliste. On a trop souvent ignoré l'homme qui croyait en Dieu, le penseur éminent, le remarquable historien de la Révolution française. On n'a pas voulu connaître et faire connaître ses opinions sur la grève et sur la violence révolutionnaire. Grandeur, contradictions, part d'ombre : voici, à nouveau, Jaurès.

■ **Royaliste : Pourquoi cette nouvelle biographie de Jean Jaurès ?**

Jean-Pierre Rioux : Une période historiographique s'est achevée avec la disparition de Madeleine Rebérioux, qui gouvernait les études jaurésiennes depuis plusieurs décennies et qui avait présenté un Jaurès dûment vacciné à la classe ouvrière en action.

Vous connaissez l'histoire de Jean Jaurès - le héros des mineurs de Carmaux, le grand orateur parlementaire, le journaliste, fondateur de *L'Humanité*. Bien entendu, j'évoque dans mon livre tous ces aspects du personnage. Mais Jaurès mérite mieux que la martyrologie officielle et il faut l'arracher aux empoignades habituelles, où chacun tente de s'approprier un morceau de la statue.

Il est maintenant possible de considérer Jean Jaurès d'une autre manière, en commençant par souligner son idéalisme.

■ **Royaliste : S'agit-il seulement d'une posture politique ou d'une certitude morale ?**

Jean-Pierre Rioux : Non. Jaurès a le culte du Vrai ; il pense que l'unité est divine et que les âmes seront un jour réconciliées. Il y a chez Jaurès la joie, intime et occitane ou plutôt tarnaise, de dire le vrai - jusqu'à pérorer ! Il veut convaincre autrui que la vérité est un absolu autour duquel s'organisent la pensée et l'action.

Cette joie est intellectuelle et morale mais elle est aussi physique comme le montre bien le portrait que brosse de lui un de ses camarades de lycée : « *L'aspect hirsute de l'élève s'amendait (...) d'une distinction soudaine : son visage rayonnait de la joie de parler avec une élégance précoce, très consciente de son charme et de son naturel* ».

■ **Royaliste : Vous analysez longuement ses croyances...**

Jean-Pierre Rioux : Pour Jaurès, Dieu est et demeure l'unité achevée. Cette certitude peut surprendre, mais de telles affirmations sont plus fréquentes qu'on ne le croit dans le socialisme français, alors faiblement marxisé : les

épouses de bien des militants continuent de fréquenter l'église et élèvent les enfants dans la religion catholique. La première communion de la fille de Jaurès, qui souleva tant de protestations, n'est pas un cas isolé.

Jaurès est persuadé qu'il y a une attention divine sur le monde et sur le cours des choses. Son interrogation philosophique n'est jamais dissociée de la question religieuse, et ce mode de questionnement retentit sur sa conception du socialisme : il n'y a pas de coupure épistémologique, pas de rupture entre les différents domaines.

Souvenez-vous que Jaurès, normalien, professeur agrégé de philosophie, est l'auteur d'une thèse intitulée *De la réalité du monde sensible* : ce n'est pas un moraliste, mais un métaphysicien qui affirme, dès sa jeunesse et jusqu'à la fin de sa vie la vertu théologique, centrale, de la métaphysique. Il le dira en termes clairs à la tribune de la Chambre en 1910 : « *Dans ma*

pauvre tête fatiguée il y a Dieu. C'est Dieu qui est pour l'homme le plus simple la mesure et l'essence de la réalité ».

Cette divinité, il s'en nourrit au spectacle du monde social et au spectacle de la nature. Ce Dieu n'est pas celui de l'Incarnation, mais ce n'est pas seulement celui des philosophes et des savants : cette divinité a un tel rayonnement que l'humanité sera au bout du compte pleinement religieuse. Jaurès a une vision du Christ proche de celle de Renan - celle d'un homme qui ne peut être Dieu incarné. Tout en attaquant durement l'Église catholique comme puissance cléricale, il estime qu'il ne faut jamais désespérer des croyants - ce qui ne lui attirait pas les faveurs des francs-maçons !

Jaurès, c'est évident, n'est ni positiviste ni matérialiste - ce qui ne l'empêche pas de s'affirmer marxiste sur certains points politiques et sociaux. Pour lui, Dieu est tout ensemble le sens de l'absolu, le sens de la justice et le sens de la démocratie. Le socialisme sera la conscience en marche et la fusion de toutes les âmes réconciliées : nous ne sommes donc pas dans la perspective d'une lutte de classes exterminatrice, bien au contraire !

■ **Royaliste : Il y a donc un optimisme jaurésien...**

Jean-Pierre Rioux : Mieux : la pensée de Jaurès est par

définition optimiste ce qui nous paraît aujourd'hui incompréhensible en raison des violences inouïes qui se sont déchaînées au XX^e siècle. Il dénie toute valeur historique, intellectuelle, religieuse, au Mal. *Rien ne fait de mal* : cette conviction, qui a alimenté tout un progressisme naïfs, était violemment dénoncée par Péguy et par les dreyfusards les plus purs. Péguy restait avant tout fidèle à Bernard Lazare ; il ne pardonnait pas à Jaurès et aux socialistes l'antisémitisme.

■ **Royaliste : Cet optimisme philosophique a été mis à l'épreuve de l'action politique. Celle-ci a-t-elle modifié ou bouleversé la vision jaurésienne ?**

Jean-Pierre Rioux : Pour Jaurès, la pensée et l'action sont toujours une sorte de voyage moral. Cette morale fondamentale a pour effet de susciter l'adhésion à l'unité intrinsèque des choses et des êtres ; elle est entretenue de génération en génération par l'école publique, mais aussi par les communes et par les familles, qu'elles soient ouvrières ou bourgeoises. Au fond, Jaurès refuse une école systémique, ce qui devrait retenir aujourd'hui notre attention.

Ainsi, Jaurès a longtemps cru que la logique républicaine ferait naturellement sortir le mieux-être dans la société française. Puis il s'est aperçu, à Carmaux, qu'il n'y aurait jamais rien de spontané et que le combat était une nécessité. Mais il a continué de croire au dépassement final de tous les conflits.

L'affaire Dreyfus a été un de ces moments où le réel vous rattrape, vous dénuie et vous demande des réponses. Il y a alors un antisémitisme socialiste, qui affecte Jaurès - moins que d'autres - et qu'il exprime en termes crus lorsqu'il dénonce, en 1898, le *capitalisme juif*. Pendant cette bataille, Jaurès a compris que le mal était présent dans la société et que l'irruption du mal annonçait un nouveau siècle.

Il lui fallait donc affronter l'affreuse modernité, c'est-à-dire la présence et la circulation du mal. À l'ère des mas-



ses - et non plus seulement des classes - il se demande que faire de la violence idéologique de masse. Jaurès, qui déteste Georges Sorel, mais qui a attentivement lu le grand théoricien français de la violence, sait que la question est capitale et qu'elle oblige à des mutations considérables. Jaurès n'est pas le seul parmi ses contemporains à comprendre les enjeux de la modernité mais il faut souligner sa réponse spécifique : contre d'autres socialistes, il plaide pour la solution minimale du salut - la République. Il faut que l'acquis soit défendu !

C'est pourquoi Jaurès a entrepris une grande enquête historique, qui l'a conduit au point de basculement : c'est dans la foulée de l'affaire Dreyfus qu'il écrit *l'Histoire socialiste de la Révolution française* sous le triple patronage de Plutarque, Michelet et Marx. On trouve dans cet ouvrage un curieux mélange de parousie - qui s'appellera le socialisme - et une mélancolie qui est fortement exprimée dans la superbe description de Robespierre finissant :

« Feroons-nous grief à Robespierre, nous, socialistes, d'avoir souffert des imperfections cruellement ressenties de la Révolution démocratique et bourgeoise et d'avoir cherché dans une sorte d'adaptation moderne du christianisme un supplément de force morale et de joie qu'en son pessimisme social il n'attendait pas du progrès naturel des sociétés ? Oui, il y avait là une grande et triste pensée, je ne sais quel jour profond, mystérieux et sombre, ouvert sur les douleurs et les injustices que la Révolution ne guérissait pas ».

Cela dit, vous trouverez également dans cette *Histoire socialiste* des analyses marxistes très classiques ; elles portent loin puisque c'est à Jaurès que l'on doit la création en Sorbonne d'une commission d'histoire économique de la Révolution française.

■ **Royaliste : Quelle est la part prise par Jaurès dans les processus historiques de son époque ?**

Jean-Pierre Rioux : Cette part est aujourd'hui complètement reconsidérée.

Par exemple, sur la question sacro-sainte de l'unité des socialistes, il a été démontré que le Jaurès unitaire et artisan de l'unité, en 1905, relevait de la légende. L'unité a été imposée par l'Internationale socialiste, alors dominée par la social-démocratie allemande ; elle se fait dans un premier temps au profit des guesdistes et Jaurès est écarté de la direction. Le réformisme ne triomphe qu'au congrès de Toulouse, en 1908, de manière éphémère. Je n'insiste pas sur l'échec de Jaurès dans sa lutte pour la paix. « *On ne peut pas sauver à la fois la paix et les patries* » : la formule est de lui.

Toutefois, Jaurès a été le seul chef de file du mouvement socialiste et du mouvement ouvrier qui n'a rien exclu pour l'avenir :

Il pense qu'il faudra dépasser l'opposition entre réformisme et révolution : c'est ce qu'il dit à Jules Guesde, à Toulouse en 1908.

Pour lui, « *la grève est et restera un grand malheur* ». La grève, c'est la violence détestable, c'est le mal qui est en chacun et qui prend une forme spectaculaire. Jaurès est donc très hostile au syndicalisme révolutionnaire. Mais il maintient l'idée que le syndicalisme peut et doit dessiner une mission révolutionnaire propre : fût-il violent, le syndicalisme a le droit de faire sa propre proposition révolutionnaire.

Sur le socialisme lui-même, ses écrits montrent qu'il n'a pas de conception du parti et qu'il refuse d'en avoir une. Il récuse tout caporalisme et toute dictature.

Pour lui, dans le combat politique et dans le vrai combat social, il faut toujours maintenir que la véritable insurrection est celle de l'intelligence. Avec l'école, par le moyen de la presse, il faut faire valoir l'intelligence. Si on allume le feu de l'intelligence, on va toujours plus vite qu'on ne peut l'imaginer.

Propos recueillis par B. La Richardais

📖 Jean-Pierre Rioux - *Jean Jaurès* - Ed. Perrin - prix franco : 22 €.

Malentendus transatlantiques

Quelle fut l'influence, aux États-Unis, des philosophes français qui firent la mode parisienne dans les années soixante ? Et sous quelle forme la *French Theory* nous est-elle revenue ? Questions difficiles, passionnantes, remarquablement exposées par François Cusset.

Les lecteurs du *Journal de Californie* d'Edgar Morin et des ouvrages de Jean Baudrillard ou de René Girard savent depuis longtemps qu'il faut rejeter les clichés véhiculés par l'anti-américanisme primaire. Les États-Unis ne se réduisent pas à l'impérialisme, au matérialisme banal et à la ferveur technologique ; la vie intellectuelle est très active, la recherche est d'un haut niveau dans tous les domaines du savoir, le pragmatisme n'est pas le bricolage à la petite semaine du tout-venant mais une philosophie complexe (celle de John Dewey) et le sens du concret que l'on prête à l'ensemble des Américains s'accompagne d'un net penchant pour l'abstraction pure.

Mais, à la différence de notre pays, les spéculations intellectuelles ne s'expriment guère dans les médias : les débats philosophiques et littéraires de haut niveau se déroulent dans les campus, très fermés sur eux-mêmes à la différence de leurs pauvres imitations françaises. Étudiants et professeurs vivent en vase clos et les caractéristiques de la sociologie universitaire américaine expliquent pour une bonne part la théorisation extrême et l'extrémisme théorique qui s'y déploient : voici quelques années, les anecdotes sur le *Politiquement correct* ne nous ont donné

qu'une pâle et très partielle idée des batailles idéologiques qui se déroulaient outre-Atlantique.

Cependant, la clôture sociale s'accompagne d'une très grande ouverture intellectuelle sur le monde extérieur. En témoigne l'accueil réservé aux représentants de la philosophie dominante en France dans les années qui suivirent mai 1968 : pendant une trentaine d'années, Michel Foucault, Jacques Derrida, Gilles Deleuze, Jean-François Lyotard, Roland Barthes ont été lus, écoutés, célébrés ! Les tirages de leurs livres aux États-Unis en attestent (300 000 exemplaires pour *La Volonté de savoir* ; 200 000 pour *Histoire de la folie*) et Jacques Derrida a inspiré un film de Woody Allen, *Deconstructing Harry*, diffusé en France sous le titre *Harry dans tous ses états* car le public national, à la différence de l'américain, ignore tout de la théorie de la déconstruction !

Les auteurs précités ont été rassemblés par leurs admirateurs et admiratrices américains dans le cadre général d'une *Théorie française*, devenue théorie dominante sur les campus selon des interprétations des œuvres très différentes de celles que nous connaissons en France. L'analyse très informée que donne François

Cusset de la réception de Foucault et Cie aux États-Unis est trop subtile pour être résumée ici. En gros, le champ littéraire a été privilégié, les féministes et autres défenseurs des *différences* ont largement puisé dans les auteurs français.

Il y a eu certainement des malentendus de part et d'autre de l'Atlantique, qui ne pouvaient pas surprendre les théoriciens de la *mélecture*. Ces malentendus se sont sans doute accentués lorsque les *idées américaines* plus ou moins inspirées par la *théorie française* sont revenues en France - par exemple sous la forme des *études de genre* (*gender studies*) dont Didier Éribon, disciple de Foucault qui enseigna aux États-Unis, fut l'importateur. Plus largement, les actuelles revendications des communautarismes français, les débats sur l'impérialisme occidental, l'esclavage, la colonisation, ont été marqués par le détour américain, à tel point qu'il est presque impossible de faire la part des apports respectifs.

Ce grand courant d'échanges intellectuels est resté largement ignoré dans notre pays car Foucault, Derrida et Deleuze sont rapidement passés de mode. Le débat français a pris une autre tournure, toujours très politique : anticommunisme tardif des *Nouveaux philosophes* ; découverte du

nazisme de Heidegger et défaite des heideggeriens, débat sur le concept de République, retour du kantisme, renaissance d'une critique non marxiste de l'économisme libérale... Et ce sont de nouveaux théoriciens français qui ont pris le chemin des États-Unis.

Sympathisant de la *French Theory*, François Cusset juge sévèrement ce retour à l'universalisme, au rationalisme, à l'idée républicaine. Ce jugement est solidement argumenté et fort honnête puisque les fâcheuses conséquences politiques de la *French Theory* sont clairement examinées : pendant que professeurs américains et invités français discutaient de l'*autophagie* du texte littéraire et de la *nouvelle chorégraphie de la différence sexuelle*, Ronald Reagan triomphait sur une ligne économique parfaitement réactionnaire et les néo-conservateurs fourbissaient les armes théoriques de leur actuelle domination. Face à eux, le vide. La gauche politique américaine a cédé le pas aux militants de la *différence* et le front des minorités - très logiquement rivales - n'a jamais permis qu'une nouvelle forme de résistance politique puisse se penser et s'organiser.

Le succès de la *déconstruction* derridienne et de la *différence* deleuzienne étant mondial (on traduit Derrida en Inde, en Chine...), les défaites subies aux États-Unis par les adversaires politiques de l'impérialisme et de l'économisme devraient servir d'avertissement.

Il y a plusieurs lectures possibles de Foucault ; il y a plusieurs usages possibles - dont l'un est militant - du savant ouvrage de François Cusset.

Maria DA SILVA

📖 (1) François Cusset - « *French Theory, Foucault, Derrida, Deleuze & Cie et les mutations de la vie intellectuelle aux États-Unis* », La Découverte/Poche, 2005, prix franco : 14 €.

La sagesse des historiens

La bataille autour de l'histoire et de la mémoire, qui fait actuellement rage chez nous, n'est sûrement pas la première du genre, même si elle est conditionnée par un climat très particulier et une crise sociale née des circonstances actuelles. L'historien n'a jamais été vraiment libre de son environnement et de ses valeurs propres. Et si son intention scientifique s'est précisée au dix-neuvième siècle, il n'est nullement avéré qu'elle ait effacé au fur et à mesure les constructions idéologiques et les préalables apologétiques. On peut même dire que l'histoire moderne a forgé les idéologies contemporaines et que la seule notion de *matérialisme historique* est significative d'une instrumentalisation du passé au service d'un projet militant. Ce n'est pas un cas isolé. La République française elle-même s'est forgée une légitimité à partir d'une étude canonique de la Révolution dont son université était chargée de prolonger le développement orthodoxe. Lorsque l'école d'Action française a voulu contre-attaquer sur ce terrain, elle a fondé la prestigieuse collection des *Grandes études historiques* chez Arthème Fayard. Sans doute, d'autres tentatives – comme celle de l'école des Annales – ont abouti à des problématiques plus distanciées, mais rien n'a jamais pu faire qu'un historien soit un être dépourvu de subjectivité.

Raymond Aron et Henri Irénée Marrou ont suffisamment insisté sur ce point, pour qu'on puisse longtemps caresser le rêve d'une histoire neutre qui ne pourrait aboutir qu'à des récits insipides. C'est le rapport particulier de l'homme d'étude à un moment du passé qui seul peut le faire revivre, grâce à une appropriation intime. Le souci de scientificité n'en est pas aboli pour autant. Il y a une vérité des faits qui dépasse le réductionnisme positiviste et il y a une volonté d'un regard juste sur les événements et leurs acteurs pour rendre compte de leur complexité. Dès lors, on ne peut que reconnaître un domaine propre aux historiens avec une liberté de recherche qui seule garantit une approche vraie de leur matière vivante. Cette liberté requiert une prise de distance avec les réquisitions du pouvoir politique et les injonctions, souvent vindicatives et exclusivistes, de ce qu'on appelle aujourd'hui *les mémoires*.

C'est pourquoi le manifeste *Liberté pour l'histoire* que viennent de signer dix-neuf historiens de grand renom doit être salué comme une œuvre de salut public dans un climat souvent malsain. Les signataires ne se réclament évidemment d'aucune neutralité que leurs engagements respectifs se chargeraient de démentir. Ils réclament simplement l'autonomie d'un champ de recherche dont l'existence rend simplement possible l'exercice de leur métier. Ce faisant, ils s'exposent à l'incompréhension et à l'hostilité de tous les camps, aussi bien la droite qui veut faire reconnaître *les aspects positifs de la colonisation* que la gauche qui voudrait la condamner tout entière. De là le trouble d'une Christiane Taubira qui ne comprend pas qu'on remette en question sa loi qualifiant la traite esclavagiste comme un crime contre l'humanité. Et pourtant, la procédure engagée contre Olivier Pétré-Grenouilleau au nom de la loi Taubira se charge à elle seule de démontrer la perversité du droit lorsqu'il a la prétention d'énoncer la vérité de l'histoire.

La gauche qui pétitionne contre la loi votée par la droite, est donc, elle aussi, sommée de prendre garde à ses propres instrumentalisation du passé, surtout lorsqu'elles supposent l'avalisation par l'État et la Justice d'une vérité officielle.

Par ailleurs, la simple considération de la paix civile devrait commander aux citoyens de prendre quelques distances par rapport à la guerre des mémoires. Une tentative comme celle des *Indigènes de la République*, pour mettre sous l'emprise d'une continuité historique ancrée dans la colonisation et les traites négrières l'aliénation des jeunes des quartiers, constitue un réel danger. Lorsqu'elle s'appuie sur un livre à prétention scientifique comme *Coloniser Exterminer* d'Olivier Le Cour Grandmaison (1), on est en droit de s'alarmer, car ces jeunes n'ont vraiment pas besoin de cela pour sortir de leurs trop cruelles difficultés. Il est grave de les confiner dans un passé d'amertume, en les persuadant qu'ils sont toujours l'objet de la même exploitation coloniale. Et lorsque celle-ci leur est offerte comme le modèle absolu de l'horreur exterminatrice, le repli sur leur différence identitaire ne peut que produire le plus morne des ressentiments masochistes.

par Gérard Leclerc



Gilbert Meynier et Pierre Vidal-Naquet, historiens incontestables, hommes de gauche revendiqués et anticolonialistes plus que confirmés n'hésitent pas à dénoncer l'entreprise, en démontant en priorité l'argumentation d'Olivier Le Cour Grandmaison (2). Celle-ci leur paraît d'autant plus perverse qu'elle veut faire la leçon aux historiens de métier en s'émancipant de la méthode historique. D'où leur jugement extrêmement sévère : « *A vrai dire le livre d'Olivier Le Cour Grandmaison se présente comme un ajout de notes de lecture d'un infatigable lecteur, mais qui ne retient de ces lectures que ce qui conforte ses thèses et nourrit ses stéréotypes. Son texte est noyé sous une avalanche de citations illustratives, traitées en paraphrases idéologiques – cela non sans redites. À le lire, on ne peut s'empêcher de poser la question : un sottisier peut-il tenir lieu d'œuvre de réflexion et de synthèse historique ?* »

Si nos deux historiens ont cru bon de rédiger un long article critique sur ce livre, c'est qu'il est tenu pour un ouvrage de référence par beaucoup et qu'il alimente une propagande insidieuse. Il ne faut pas s'attendre à la moindre réhabilitation de l'entreprise coloniale de leur part.

Simplement, l'anticolonialisme ne justifie pas tout, sûrement pas les lectures manichéennes et les points de vue partisans qui exonèrent des mêmes violences ceux qui ont l'avantage d'appartenir au parti contraire. Par ailleurs en accomplissant un travail qui relève de leurs compétences professionnelles, ils font aussi œuvre civique. Et il n'y a nulle contradiction entre leur indépendance scientifique et leur conscience de citoyens. Plus de lucidité, plus de justesse du regard peuvent servir le vivre ensemble et la reconnaissance mutuelle. S'il faut tirer une leçon globale de leur étude dans le contexte présent, on conclura que le manifeste des historiens constitue en période de surenchères de la mémoire et de dislocation de l'unité nationale un recours précieux pour ne pas envenimer ce qui ressemble à une guerre civile. Pierre Vidal-Naquet s'en prenait justement hier aux assassins de la mémoire. Il nous avertit aujourd'hui contre les entreprises de ses manipulateurs.

(1) Olivier Le Cour Grandmaison – « *Coloniser, exterminer – sur la guerre et l'état colonial* » - Fayard – prix franco : 22 €

(2) Gilbert Meynier et Pierre Vidal-Naquet – « *Comment faire l'histoire des crimes coloniaux ?* ». - *Esprit*, décembre 2005. Prix franco : 21 €.

Scandaleuses princesses

Des princesses il y en eut de sages, aimantes, effacées et même saintes, il y eut aussi de sacrés numéros.

Philippe Delorme qui nous a habitué à ses belles biographies des reines de France nous donne aujourd'hui à lire une vingtaine de courts chapitres consacrés à autant de princesses à la vie tumultueuse. Défilé de quelques-unes.

Cléopâtre, reine émouvante et fatale fut-elle aussi belle que l'Histoire le prétend ? Petite et grassouillette mais incomparable séductrice, d'une intelligence supérieure, elle fut dotée d'une habileté politique hors pair. Sa couche a accueilli Jules César et Marc Antoine, elle ne put séduire Octave ; la vieillesse ? On connaît son suicide tragique, piquée par un aspic venimeux. Romantisme avant l'heure.

Messaline, épouse de Claude *l'un des empereurs les plus trompé de l'histoire, un cocu magnifique*, reste le symbole de la sexualité débridée. Les cadavres s'accumulent sur son passage. Sans égale dans la perversité elle fut assassinée à vingt-trois ans. Quelques mois plus tard, Claude épousera Agrippine qui s'empressa de l'empoisonner.

Théodora eut une destinée fascinante. Prostituée avant même d'être pubère la future impératrice de Byzance réussit à s'élever jusqu'à la plus haute dignité grâce – si l'on peut dire – à son *irrespect total d'interdits moraux*. Procope la décrit comme « *un véritable monstre de lubricité* ». Elle épousa Justinien et l'ex-protistuee devient la pieuse Basilissa et remarquable souveraine. Elle s'éteint

regrettée par le peuple de Constantinople.

Avec la splendide Lucrèce Borgia la débauche atteint l'inimaginable. Sa vie de cette princesse fut un concentré de toutes les perversions du quattrocento italien. Amante de ses deux frères et aussi, sans doute, de son père le pape Alexandre VI elle fut véritablement possédée par la luxure. Que se passait-il au Vatican à cette époque ? L'auteur cite la recension d'une orgie, écrite par Johannes Burchard, cérémoniaire du Pape. Le lecteur, effaré, pourra constater qu'à côté de ces lignes, tel texte de Sade ou Brantôme n'est qu'aimable bluette.

Avec Marguerite de Valois on passe de l'ignoble à la gaudriole ; Catherine de Médicis eut tôt fait de constater le tempérament de sa fille. On ne put trouver mieux que de l'unir à Henri de Navarre, un expert. La politique les avait unis, elle fut la cause de leur désunion. Margot, la *vieille sainte plâtrée* accompagnée de sa cohorte d'amants vivra jusqu'à soixante-deux ans.

Le monde se civilise, les passions deviennent moins tumultueuses, des princesses de moindre acabit défilent, jusqu'à Marie Bonaparte la maîtresse adorée d'Aristide Briand. Curieusement le livre se clôt sur Margaret d'Angleterre, qui fut sans doute plus malheureuse que scandaleuse.

Michel FONTAURELLE

Philippe Delorme - *« Scandaleuses Princesses »*, Pygmalion, prix franco : 19 €.

Pensée grecque, culture arabe

Commandité par les califes abbassides une vague de traduction des auteurs grecs en arabe a déferlé pendant deux siècles et demi pour se terminer vers l'an mil.

On connaît de mieux en mieux la part que les Arabes, au Moyen Âge, ont joué dans la transmission à l'Occident chrétien de la culture grecque ou du moins, d'une certaine part, celle qui n'avait pas été transmise directement par les clercs lettrés du haut Moyen Âge, assumant l'héritage notamment d'une latinité tardive qui fut plus riche qu'on ne croit d'ordinaire.

Ce qui fait dire à Alain de Libera, un des grands spécialistes français sur la question, qu'il n'y a pas eu un Moyen Âge, mais plusieurs et que « *philosophiquement, le monde médiéval n'a pas de centre* » et cela, « *non seulement parce que le monde médiéval occidental a une pluralité de centres* », « *mais surtout parce qu'il y a plusieurs mondes médiévaux* ».

C'est un de ces centres ou plutôt un de ces mondes médiévaux sur lequel s'est penché Dimitri Gutas, dans un livre désormais traduit en français : *Pensée grecque, culture arabe*. Comme l'écrit d'entrée de jeu l'auteur dans la préface à l'édition française, « *il s'agit, dans ce livre, de la rencontre diachronique, au travers des traductions, entre deux civilisations, la civilisation grecque et la civilisation arabe, et des circonstances politiques, sociales et idéologiques qui rendirent possible et féconde cette rencontre multiculturelle particulière* ». Et d'ajouter, peut-être en considération de l'importance que les chrétiens syriaques prirent au phénomène, « *qu'on doit noter que les mots grecque et arabe,*

qui figurent dans le titre et dans le livre en entier, se réfèrent aux langues dans lesquelles ces civilisations se sont exprimées et non à un groupe ethnique entendu au sens de la race ».

Ce mouvement de traduction, qui s'étendit sur deux siècles et demi - du milieu du VIII^e siècle jusqu'à la fin du X^e - et dont l'épicentre fut Bagdad, a vu la traduction en arabe de presque tous les ouvrages séculiers grecs non littéraires et non historiques accessibles dans l'empire byzantin oriental et au Proche-Orient, ce qui comprend entre autres et nous intéresse plus proprement, mais pas uniquement, pour la scolastique, le champ entier de la philosophie aristotélécienne - connue largement, mais pas totalement, notamment au travers des traductions et des commentaires de Boèce.

Dimitri Gutas a la particularité d'insister sur le fait, qu'à ses yeux, ce mouvement de traduction a répondu aux besoins même de la société abbasside naissante - le mouvement de traduction débutant avec l'accession des Abbassides au pouvoir - et ne saurait donc correspondre seulement au zèle scientifique de quelques chrétiens de langue syriaque ou à la simple ouverture d'esprit de quelques dirigeants éclairés. Comme toujours, plutôt que d'entrer dans une querelle d'école - ici sociologique -, laissons-nous emporter par ce voyage dans le temps et la pensée.

Axel TISSERAND

Dimitri Gutas - *« Pensée grecque, culture arabe »*, Aubier, 2005, prix franco : 28 €.

MESSE LOUIS XVI

Comme tous les ans, la traditionnelle messe à la mémoire de Louis XVI, organisée à l'initiative du Cercle de l'Oeillet blanc, sera célébrée **le samedi 21 janvier à 12h15** en l'église Saint-Germain-l'Auxerrois, 2 place du Louvre, Paris 1^{er}.

SESSION DE L'IFCCE

La prochaine session de politique appliquée aura lieu les **28 et 29 janvier** prochains dans la banlieue de Troyes à la La-Chapelle-Saint Luc. sur le thème :

« Vous avez dit "intégrer" ? »

Cette session est ouverte à tous mais **il est impératif de s'inscrire à l'avance**. Participation aux frais : 70 € comprenant l'hébergement et les repas.

Formulaire d'inscription en téléphonant (01.42.97.42.57) ou sur le site : <http://www.ifcce.fr.st>

CONGRÈS

Le Congrès annuel de la NAR se tiendra les 1^{er} et 2 avril 2006. Rappelons que **tous** les adhérents de la NAR peuvent participer au travail des commissions (le 1^{er} avril). Bonne occasion pour ceux de nos lecteurs qui voudraient s'impliquer plus à fond dans notre action **d'adhérer à la NAR** (formulaire envoyé sur simple demande). Les thèmes retenus pour cette année sont, d'une part, **"La politique des transports en Europe"** et, d'autre part, **"La réforme du système monétaire"**

Merci de noter ces dates sur vos agendas.

Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : NouAcRoyal@aol.com
- ✓ Site internet : <http://www.narinfo.fr.st> (Informations et actualités)
- ✓ Téléphone/répondeur : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie : 01.42.96.99.20
- ✓ Règlements à l'ordre de : **Royaliste - CCP 18.104.06.N Paris**

MERCREDIS DE LA NAR

♦ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

♦ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 1,50 € est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'"abonné des mercredis" annuelle (8 €) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

♦ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 5 €).

● **Mercredi 11 janvier** – Prendre le parti des victimes fut longtemps considéré comme une exigence morale qui recueillait une adhésion unanime : on songeait alors aux victimes du nazisme, qui avaient effectivement droit à reconnaissance et protection. Puis divers groupes victimaires se constituèrent, qui obtinrent le vote de lois en leur faveur. Loin d'apaiser les esprits, ces dispositions entraînent une vive concurrence entre les victimes et donnent lieu à procès. Pour le meilleur et pour le pire, il y a donc une « **Politique de la Mémoire** » que **Bertrand RENOUVIN** s'efforcera d'expliquer. Sommes-nous en train de tomber du « devoir de mémoire » à l'excès de mémoire ? Pourquoi la question de la mémoire historique de-

vient-elle obsédante dans notre société ? La politique de la mémoire n'a-t-elle pas toujours impliqué une politique de l'oubli permettant de maintenir ou de rétablir l'unité dans la cité puis dans la nation ?

● **Mercredi 18 janvier** - Architecte, animateur de « Banlieues 89 », **Roland CASTRO** a toujours été un citoyen engagé, un militant révolutionnaire qui n'a pas pris prétexte du désenchantement des années soixante-dix pour rentrer dans le rang. Après avoir fréquenté beaucoup de mouvements et de partis politiques, qui l'ont déçu, Roland Castro est aujourd'hui candidat à la prochaine élection présidentielle : non par goût de la tactique ou par ruse mais au contraire pour faire valoir ses convictions.

Face aux dirigeants qui se donnent l'illusion de la profondeur en évoquant une *crise du sens*, notre invité lance quant à lui un « **Appel à l'insurrection** ». « *Insurrection du sens* » justement – tel est le titre du manifeste qu'il vient de publier. Utopie, sans doute, mais *utopie concrète* exprimée en maintes propositions sur l'école publique, la fiscalité, les services publics, l'embellissement des villes, la réforme du Sénat, la justice, l'Europe... Chaud débat assuré !

● **Mercredi 25 janvier** : Historien connu, auteur de nombreux livres qu'il vient régulièrement présenter à nos réunions, **Philippe DELORME** a eu la possibilité de s'entretenir longuement avec le comte de Paris peu de temps avant sa mort. De ces conversations dûment enregistrées, résulte un livre à tous égards passionnant : histoire d'une vie dans un siècle tragique ; histoire d'un engagement politique singulier, lourd de ruptures, riche de prémonitions ; histoire d'une relation avec la France et quelques-uns des grands hommes – d'abord avec le général de Gaulle. Cette histoire doit être gardée en « **Mémoire pour l'avenir** » car s'y dessinent des perspectives qui peuvent intéresser tous les Français. Quant aux royalistes, ils trouveront dans le livre de Philippe Delorme et au cours du débat que nous aurons avec lui, maints éclaircissements et révélations sur le rôle joué auprès du prince par la Nouvelle Action royaliste.

Pour recevoir régulièrement le programme des « mercredis » et avoir l'accès gratuit à toutes les réunions, prenez une "carte d'abonné" (8 € pour l'année)

SOUSCRIPTION

Notre souscription 2006 n'est pas encore lancée mais nous remercions déjà ceux qui, sans attendre, nous ont fait parvenir leurs dons sans lesquels nous ne pourrions poursuivre notre entreprise.

Pierre Beauvais 15 € - Djamel Boudjelal 29,08 € - Marcel Caillette 50 € - Eric de Montcornet de Caumont 200 € - André de Crux 23 € - Guy Delranc 60 € - Michèle Dutac 21,72 € - Armelle Fincato 10 € - Yves Garnier 33 € - Robert Griffiths 20 € - Patrick Jacques 22,86 € - Guy Leclerc-Gayrau 30,87 € - Christian Lecocq de Chapiseau 100 € - Jean-François Maurel 225 € - Pedro Montserrat Costa 8 € - Christian Mory 100 € - Yolande de Prunelé 150 € - Daniel Rietsch 50 € - Stéphane Saint-Pol 50 € - Raymond Tavernier 15 €

Total de cette liste : 1213.53 €

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous **sans engagement de votre part**.

Nom :

Prénom :

Date de naissance : Profession :

Adresse :

.....

Adresse électronique :

désire recevoir, **sans engagement de ma part**, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :

« **Royaliste** », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

La France n'est pas malade

Noir c'est noir, il n'y a plus d'espoir ! Chantre du déclin, Nicolas Baverez a voulu établir le terrifiant bilan de l'année 2005. Écrit en langue de bois, obscur, parfois incompréhensible, l'article est en lui-même désespérant.

L'effort d'un commentaire s'impose cependant car il est utile de prendre de temps à autre le pouls d'un des maîtres-penseurs de l'oligarchie. Exercice d'autant plus nécessaire que Nicolas Baverez est publié par un quotidien largement diffusé à l'étranger (1) et que des amis de la France risquent de prendre au sérieux les obsessions du personnage.

Qu'on ne se détourne pas de notre pays ! La France n'est pas « l'homme malade » de l'Europe, son peuple n'a pas la peste ni le choléra. L'Italie est au plus mal, l'Allemagne ne va pas bien, l'unité de l'Espagne est en danger, la situation dans les Balkans reste périlleuse... Profonde, la crise française n'entre pas plus que les autres dans les clichés baveréziens.

Non, la France n'est pas un « pays musée » : nous sommes toujours une nation d'ingénieurs, de techniciens, d'entrepreneurs avisés – et pas seulement le pays de Molière, des fromages et du vin.

Non, la France n'est pas une nation éclatée, en proie à la « balkanisation » et confrontée à une « guerre civile larvée ». Nicolas Baverez manipule de manière irresponsable des mots qui ont leur poids de sang. Que nos amis étrangers regardent avec leurs propres yeux : ils ne trouveront pas, en France, les signes avant-coureurs d'une

guerre civile entre des groupes « ethniques » revendiquant des portions du territoire national ; il n'y a rien de commun entre la violence dans notre pays – sociale, non « raciale » – et les logiques qui provoquent, au siècle dernier, la guerre civile au Liban et en Yougoslavie.

Non, la France n'est pas une nation dépourvue de pouvoir politique. Nos amis étrangers n'ignorent pas les vives critiques qui visent Jacques Chirac en raison d'erreurs dramatiques et d'é-



checs patents. Mais, contrairement à ce que proclame Nicolas Baverez, le discrédit qui frappe Jacques Chirac ne signifie pas qu'il a perdu sa légitimité démocratique : le président de la République française est élu pour cinq ans (seulement) et il restera président jusqu'à la fin de son mandat, avec toute l'autorité qu'il lui confère.

Je n'oublie pas que notre politique étrangère a été abandonnée à M. Douste-Blazy : le Premier ministre aura à s'expliquer sur ce scandale, s'il se présente à l'élection présidentielle. Cela dit, l'extraordinaire médiocrité du milieu dirigeant signale la lente agonie d'une caste – non le déclin de la France.

Les angoisses crépusculaires de Nicolas Baverez et de tant d'autres oligarques, touchés au vif par le vote du 29 mai, s'expriment par le déni de réalité et le mépris du peuple. Le processus mental est classique mais il aboutit à une vision confuse de la situation : il y aurait prise de conscience collective des blocages de la société française (*l'économie administrée* et la *sanctuarisation du secteur public*) mais cette même société serait livrée aux « passions xénophobes et totalitaires ». Il paraît même que le Parti socialiste et une partie de la droite (chiracienne) seraient sous l'emprise de l'altermondialisme...

Sous ces productions délirantes, fabriquées avec quelques bribes de réel, perce rapidement une tactique grossière. Nicolas Baverez essaie de nous faire peur en nous annonçant des maladies mortelles pour vendre sa potion : pour en finir avec le chômage de masse, pour calmer les passions nationalistes, toujours plus d'ultra-libéralisme !

Telle est bien la médecine des oligarques : soigner les effets du mal par les causes du mal, en économisant sur les remèdes et sans se servir d'instruments adéquats. On s'interroge sur les « positionnements pour le système productif » après avoir privé l'État de sa capacité d'orientation économique et en glorifiant la concurrence qui détruit le système de production et d'échanges. On veut ouvrir la société « en direction des jeunes, des immigrés, des exclus », alors que l'ultra-libéralisme implique la surexploitation des travailleurs précaires et fonctionne selon une logique d'exclusion.

Que ces calculs pervers ne fassent douter ni de la France, ni des Français.

Bertrand RENOUVIN

(1) *Le Monde* du 29 décembre 2005.